LES ENJEUX

LÉGISLATION NATIONALE | BUSINESS | RAPPORTS & ÉTUDES | RÉGLEMENTATION

Brésil : le nouveau géant des jeux en ligne déjà face à ses premières tensions réglementaires

Vincent Reynaert
Publié le 11 mars 2026 . Lecture estimée : 10 min

À peine un an après l'ouverture officielle du marché régulé des jeux en ligne, le Brésil apparaît déjà comme l'un des plus grands marchés mondiaux du secteur. Mais derrière cette croissance spectaculaire, les premiers signaux politiques montrent que la régulation du marché est loin d'être stabilisée.

Pendant longtemps, le Brésil a représenté une promesse plus qu'un marché réel pour l'industrie mondiale des jeux d'argent. Avec plus de 200 millions d'habitants, une passion nationale pour le sport et une adoption massive du mobile, le potentiel était évident. Mais il manquait un cadre réglementaire clair pour transformer cette promesse en véritable marché structuré.

Cette situation a commencé à évoluer en 2018 lorsque le pays a légalisé les paris sportifs à cote fixe. Pourtant, pendant plusieurs années, le secteur est resté dans une zone grise. Les opérateurs pouvaient proposer leurs services depuis l'étranger, mais sans véritable système de licences ni supervision locale.

Le véritable tournant arrive en 2023 avec l'adoption de la loi 14.790. Ce texte pose les bases d'une régulation complète des jeux et paris en ligne. L'objectif est double : capter les recettes fiscales générées par l'activité et encadrer un secteur qui existait déjà largement dans l'économie numérique brésilienne.

Le marché régulé entre officiellement en vigueur le 1er janvier 2025. Pour l'industrie mondiale du gambling, ce moment est comparable à l'ouverture de marchés européens majeurs au début des années 2010.

Un modèle réglementaire structuré

Le cadre brésilien repose sur plusieurs piliers classiques des régulations modernes.

Les opérateurs doivent obtenir une licence nationale délivrée par le ministère des Finances. Ils doivent également disposer d'une présence locale dans le pays et se conformer aux règles de lutte contre le blanchiment d'argent et de vérification d'identité des joueurs.

Le modèle fiscal repose sur une taxation du produit brut des jeux. Par ailleurs, certains moyens de paiement sont limités, notamment les cryptoactifs ou l'utilisation du crédit pour financer les paris.

La lecture de cet article est réservée aux membres

Abonnez-vous gratuitement ou connectez-vous
Envie de lire la suite ?
Créez gratuitement votre profil Les Enjeux !

- Accedez à 100% du contenu Les Enjeux
- Recevez une newsletter éditoriale tous les mardis
- Restez au contact de l'évolution des Enjeux

Je crée mon profil
Déjà abonné ?
Connectez-vous :

Adresse E-mail *
Mot de passe *
Mot de passe oublié ?
Connexion